L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.

No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 } *payable d'avance.*
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 24 JUILLET 1840.

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.
Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Bâton-Rouge.
3me. *District*—LEUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUFRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

MOORE EST ELU !!

Le steamboat Brinz Boroikme est arrivé hier soir de Natchitoches et nous a apporté le résultat suivant des élections dans des paroisses dont les retours étaient impatiemment attendus, M. Moore, candidat whig du 5me. District Congressionnal a obtenu une majorité de 66 voix sur Mr. Winn.

Voici le résultat des élections :

Paroisse de Claiborne,	143 voix de majorité pour Winn	
Paroisse de Caddo,	9	do do
	134	
	66	

Précédemment, la majorité de Moore était de 200.—en déduisant de ce nombre les 161 voix de majorité que Winn a obtenues dans la paroisse de Caddo, il reste 134 voix en faveur du candidat whig.

On n'a pas le résultat officiel des élections de la paroisse de l'Union ; on dit que Winn y a obtenu la majorité des voix, mais qu'elle n'a pas été assez forte pour contrebalancer les 134 que Moore avait de plus.

Le *Herald* de Natchitoches, du 18, (journal vanburéniste) porte à 66, la majorité de Moore dans tout le district.

PAROISSE DE CADDO.

Représentans à la Législature :

Edwards, loco-foco,	179	
Morse, loco-foco,	194	
Mayre, whig,	199	
Blanchard, whig.	130	

Les paroisses de Natchitoches et Caddo nomment conjointement deux Représentans à la Législature ; d'après le résultat des élections dans ces deux paroisses, MM. Edwards et Morse ont obtenu la majorité des voix.

Nous avons parlé dernièrement de deux traites de l'administration (l'une de *dix piastres* et l'autre de *dix-huit piastres dix cents*) protestées à Cincinnati faute de paiement. Voici quelques nouveaux détails sur cette affaire qui témoigne si hautement en faveur du nouveau plan de sous-trésorerie adopté par M. Van Buren, détails que nous empruntons à la *Gazette de Cincinnati*.

La traite de $10, protestée, avait été tirée en faveur d'un M. Hill, pensionnaire du gouvernement. Après avoir reçu la notification du protêt, l'administration a écrit ce qui suit :

"TRESOR DES ETATS-UNIS, 27 juin 1840.

"A M. F. Hill, à Cincinnati, Ohio,

"J'ai reçu votre lettre du 22 avec ce qu'elle couvrait. J'ai changé le lieu du paiement et au lieu de toucher à Cincinnati, vous toucherez à Louisville. Je vous renvoie donc la traite de $10 avec le changement indiqué.

" Si la première traite a été tirée sur le receveur de Cincinnati, c'est parceque ce fonctionnaire nous avait avisé avoir en main, appartenant au gouvernement, une somme suffisante pour acquitter toutes les traites tirées sur lui.

"Respectueusement, "WM. SELDEN,
Trésorier des Etats-Unis.

" P. S. Nous n'avons pas de fonds dans la Banque Commerciale de Cincinnati sur lesquels on puisse tirer.

Il se présente ici une question de véracité, car il y a divergence d'opinion sur la cause du protêt. Le receveur dit qu'il n'avait pas de fonds. M. Hill, le porteur de la traite, assure que le receveur lui répondit : " qu'il ne comprenait pas comment le gouvernement " tirait sur lui puisqu'il n'avait pas ou de fonds en " mains depuis six mois et qu'il en avait avisé le se- " crétaire de la Trésorerie. " Mr. le trésorier Selden, au contraire, prétend qu'il résulte de la Correspondance du receveur qu'il avait en mains, disponible, lui *recevoir*, plus qu'il ne fallait pour payer toutes les traites tirées sur lui.

Pareilles déclarations ont été faites relativement à l'autre traite de $18. 10.

A la quête de ces déclarations contradictoires doit-on ajouter foi ?

Ainsi, un pensionnaire des Etats-Unis, auquel il était dû $30, n'a pu être payé à Cincinnati par l'agent des pensions à cause de quelque misérable défaut de forme et il lui a fallu réclamer à Washington.

Cette forte somme de vingt piastres a été enfin envoyée au pensionnaire en deux traites : une de dix piastres sur la Banque du Commerce de Cincinnati qui a été payée et une autre de dix piastres sur le receveur Henderson qui a été protestée. Renvoyée à Washington avec le protêt, une nouvelle traite de $10 est remise par l'administration au pensionnaire de Cincinnati, tirée sur une banque de Louisville, à 150 milles de distance.

Est-ce ainsi que le gouvernement de M. Van Buren remplit les engagemens contractés par la nation envers ses anciens serviteurs ? On peut juger par là des beautés du système de la Sous-Trésorerie.

Il paraît que le *Courrier* ne nous a pas compris; nous allons tâcher de nous expliquer plus catégoriquement.

Son numéro du 16 contient en substance les conclusions du rapport du général Harrison sur l'organisation des milices : *rapport présenté à la Chambre des Représentans au Congrès le 22 Janvier* 1819.

Dans son numéro du 18, il attribue au général Harrison des opinions diamétralement opposées.

Le *Courrier* prétend-il que les citations qu'il a faites dans ses numéros des 16 et 18 sont extraites du même rapport, ou bien prétend-il qu'elles sont extraites de deux rapports distincts ?

Si le *Courrier* veut prendre la peine de consulter la seule autorité irrécusable en pareille matière, le *Nile's Register*, il verra qu'un projet sur les milices a bien été présenté à la Chambre en janvier 1817, par le secrétaire de la guerre ; mais que le général Harrison n'a pas pu faire de rapport la dessus en janvier 1817, puisqu'il n'a pris son siége au Congrès qu'en décembre de cette même année; il y verra encore *que le seul rapport que le général Harrison ait présenté sur les milices* est celui où il suggère l'idée de faire donner à la jeunesse l'instruction militaire dans les écoles, et que ce rapport a été *présenté le 22 Janvier* 1819.

Du reste les dispositions ayant pour but de "faire "armer et équiper la milice à ses dépens," ne se trouvent pas plus dans le projet de 1817, que dans celui de 1819, ainsi qu'il pourra s'en convaincre par lui-même.

Nous en appelons donc de la décision du *Courrier* au *Courrier* mieux informé.

Le lieutenant Hood, de la marine des Etats Unis, condamné dernièrement par une cour martiale *sur la déposition d'un nègre*, a présenté une pétition au président Van Buren pour faire annuler un arrêt basé sur un tel témoignage. Mais Van Buren a repoussé cette pétition en disant *qu'il ne voyait rien dans l'affaire qui pût exiger son intervention.*

Le président Van Buren trouve donc très naturel qu'on admette le témoignage des nègres contre des blancs.

Telle n'est pas la manière de voir du général Harrison. On en jugera par ce qui suit :

Au nombre des lois de l'Indiana passées pendant que le général en était gouverneur, nous trouvons la suivante :

"Acte régularisant la procédure des cours, etc.

"Section 94. Aucun nègre, mulâtre ou indien ne "pourra être témoin, excepté dans les procès des "Etats Unis, ou contre des nègres, mulatres ou in- "diens, ou enfin dans des procès où des nègres, mu- "latres ou indiens seront seuls parties".

JESSE B. THOMAS.
Orateur de la Chambre des Représentans.
B. CHAMBERS,
Président du Conseil.
Approuvé le 17 septembre 1807.
WILLIAM H. HARRISON,

En présence de ces faits quel est celui des deux qui peut être accusé d'abolitionisme? n'est ce pas incontestablement M. Van Buren?

Nous trouvons dans le *Harrisburg Telegraph* quelques réflexions assez justes sur la manière dont M. Van Buren accueille les questionneurs. Ce qu'il y a de plus piquant c'est que les vanoutrants trouvent cela tout naturel; tandis qu'ils affectent de s'indigner trouver suffisantes les professions de foi les plus simples et les plus explicites du général Harrison.

" Réponse catégorique à la manière de M. Van Buren.

" D.—M. Van Buren, quelle est votre opinion sur la question du tarif ?

" R.—Consultez, s'il vous plaît, la lettre que j'ai écrite à John Doe.

" D.—Que pensez-vous du bill de l'armée permanente ?

" R.—Je ne puis trop fortement recommander à votre attention un pamphlet à moi adressé par Richard Roe, lequel développe parfaitement [illegible] opinions sur ce sujet et sur beaucoup d'autres.

" D.—Mais, monsieur Van Buren, [illegible] vous pas où trouver ces documens : [illegible] nous diriger dans cette recherche ou nous [illegible] directement ?

" R.—Messieurs, j'aime le peuple; j'aime [illegible] peuple, nous aimons tous le peuple, mes amis et [illegible] Voilà pourquoi je pense absolument comme Amos [illegible] qu'il dit être son opinion et aussi mon opinion. Ou cette concurrence ou si vous aimez mieux cette coïncidence d'opinion prouve que nous avons raison.—Bon jour, messieurs !

INTERIEUR.

PLAQUEMINES.—Le 14 juin, on trouva flottant près de la rive gauche du Mississipi, en face de l'habitation Harlem, le corps d'un homme de moyenne taille et paraissant âgé de 25 à 30 ans. Il portait une montre d'or, avait sur lui une somme assez forte en or et un reçu pour le passage de Henry P. Smith, à bord du brick Timoléon, se rendant à New-York. Ce corps a été recueilli par les autorités locales qui publient un avis à ce sujet.

LE CONGRES.—Le Bill d'appropriations pour la marine a soulevé un assez vif débat au Sénat, dans la séance du 13 : il a reçu un grand nombre d'amendements qui nécessiteront son renvoi à la Chambre. Deux de ces amendemens retranchent les appropriations proposées pour l'établissement de chantiers de construction à New-York et à Pensacola.

LA CHAMBRE, le même jour, a repris la discussion sur le bill d'appropriations pour l'armée. La proposition d'une allocation supplémentaire pour la guerre de la Floride a été le sujet de plusieurs attaques énergiques contre l'administration. M. Downing, de la Floride, a, dans un discours fort développé, révélé toute l'inhabileté et l'imprévoyance que le gouvernement a montrées dans cette guerre: sans accuser nominalement aucun des généraux, il a prouvé que toutes les mesures prises par eux devaient nécessairement amener des échecs continuels. Il a affirmé qu'avec un nombre d'hommes convenable, la guerre pouvait être terminée en une seule campagne, et il s'est plaint que le gouvernement ne demandât que $300,000 pour cet objet, quand il est bien reconnu que le terme moyen des dépenses annuelles est de plus de CINQ MILLIONS. Le gouvernement a donc l'intention de prolonger indéfiniment la guerre ?

On lit dans le *Patriot* de Baltimore : "Pendant tout le discours que le vice président, l'honorable colonel JOHNSON, a prononcé au capitole à Philadelphie, discours qui a duré environ deux heures, le nom de M. Van Buren n'a pas été prononcé une seule fois, il n'a pas été une seule fois question de son administration. Averti de cet oubli par un de ses fidèles après la conclusion de sa harangue, le colonel s'est levé aussitôt et a ajouté que dans son opinion M. Van Buren était "un honnête homme"; mais quant à l'habileté de son'administration, quant à "l'honnêteté de cette même administration, le colonel n'en a pas dit un mot." Un semblable silence n'est-il pas assez significatif !

Extrait de notre correspondance.

BALTIMORE.—"Nous avons des nouvelles de Buenos-Ayres; on attend sous peu dans cette ville la réponse aux dépêches qui ont été adressées en France, et l'on pense que cette réponse amènera une paix définitive entre la France et la république de la Plata."

" Si le *British Queen* ni le *Britannia*, l'un attendu à New-York, l'autre à Boston, n'ont encore été signalés, ils ne tarderont pas sans doute à arriver. "

M. DOWNING, délégué de la Floride au Congrès, vient d'abjurer le vanburéanisme pour embrasser la cause whig.

COMMODORE ELLIOT.—Le cour martiale de Philadelphie a condamné dernièrement cet officier à quatre ans de suspension de ses fonctions et à la privation de son traitement pendant deux ans seulement. Le président n'a approuvé que la première partie de cette sentence; il a rejeté la seconde. Il est été trop dur de priver pendant deux ans de sa solde un locotoco ainsi pur que le commodore Elliot ! Cette solde lui est conservée, que lui importe de n'être pas en activité ?

EXTERIEUR.

ISTHME DE PANAMA.—On lit dans le *New York Signal* :

"Nous voyons avec plaisir d'après les journaux d'Europe, qu'on va enfin s'occuper de joindre l'Océan Pacifique et l'Atlantique au moyen d'un canal coupé à travers l'isthme de Panama. Une compagnie française, après avoir pris les mesures nécessaires, vient d'envoyer sur les lieux un batiment avec des ingénieurs, des ouvriers, des instrumens &c. &c.

Les premiers mots de l'étrange conférence d'Anatole dans ses craintes.

—Un motif impérieux et grave m'amène chez votre monsieur.

—Pourrais-je savoir à qui j'ai l'honneur de parler ? demanda Anatole, qui voulait se donner le temps de retrouver son sang-froid et sa présence d'esprit.

—Armand Gaffour, rentier. Si je me présente ainsi dans votre cabinet, c'est qu'en vérité circonstance il n'y a pas de temps à perdre. Ce que j'ai à vous dire [illegible] à l'affaire que vous avez faite hier.

—Je vais vous expliquer, reprit Anatole avec une grande curiosité.

—Inutile, bonne affaire, monsieur, et ce sera peut-être également facilement gagné, dit M. Gaffour avec un mouvement de mauvais augure.

—Vous comprendrez pas ?

—Ce que je veux dire : l'affaire m'allait à moi aussi, si vous vouliez me céder votre marché, je vous offre [illegible] raisonnable convenable. Dix mille francs, par exemple.

—Il m'offres dix mille francs ! C'est pour cela que vous venez ?

—Pour rien autre, j'irai jusqu'à quinze mille. Justement, je suis pressé sur moi, et nous pourrons nous arranger tout de suite moyennant une déclaration par laquelle vous me mettrez en votre lieu et place dans votre position.

—De quelle supposition voules-vous donc parler, je vous prie !

—Bah ! est-ce que vous avez l'intention de tenir secret votre titre d'acquéreur ? En ce cas vous n'avez pas pris vos précautions en vous êtes bien mal servi dans votre projet. [illegible] pas de chez votre avoué, à qui vous avez sans doute [illegible] de recommander la discrétion, je lui ai demandé le nom de l'acquéreur, que je voulais voir, si je dit, pour lui proposer un arrangement, et il m'a adressé chez vous.... Mais, tenez, ajouta M. Gaffour en riant, pour vous rendre la mémoire je vais faire un dernier sacrifice :—Je vous donne vingt mille francs !

—Ah ! bien !.... bien !.... j'y suis maintenant ! s'écria tout à coup Anatole, comme s'il se réveillait d'un profond sommeil.—Un trait de lumière jette soudainement la clarté sur la journée de la veille, sur ce qu'elle était l'histoire de cette journée !

Lorsque les premières fumées du poison furent dissipées, Anatole sortit de chez lui dans cet état d'ivresse que Frédéric venait de lui décrire. Il marchait d'un pas ferme, mais sa tête était perdue; il agissait avec toute la clairvoyance et toute l'adresse d'un somnambule ; il se conduisait s'expliquait nettement, comme un fou qui conserve toutes les apparences d'une saine raison tant qu'on ne met pas le doigt sur la blessure de son intelligence. Le hasard protecteur, qui faisait semblant de l'abandonner pour le mieux servir, le prit par la main dans ce moment critique.—Au temps où se passe cette aventure, les maisons de jeu étaient encore ouvertes.—Anatole entra à Frascati; il avait dans son portefeuille toute sa fortune, les dix mille francs que M. Dubreuil lui remis quelques jours auparavant. Arrivé devant le tapis vert, il jeta un billet de banque sur la table, au hasard, et le hasard lui en rendit deux. Il continua, jouant comme un fou et il gagna toujours, sans témoigner la moindre émotion avec un calme et une indifférence qui étonnèrent les joueurs les plus endurcis. Au bout d'une demi-heure, ne voulant pas abuser des faveurs de la Fortune, il quitta son siége et prit pour aller jouir de l'air sur le boulevard. A l'entrée du passage des Panoramas, il rencontra maître Bidois, avoue près le tribunal de première instance, qui avait occupé pour lui dans un petit procès et qu'il avait très généreusement rétribué. Anatole aborda maître Bidois, qui professait pour lui une grande estime, et il lui adressa quelques questions polies sur les affaires de la chicane.—Non, m'en parlez pas, répondit maître Bidois ; depuis un fait son métier fidèlement gagné, dit M. Gaffour avec un mouvement de mauvais augure.

—Vous comprendrez pas ?

—Ce que je veux dire : l'affaire m'allait à moi aussi, si vous vouliez me céder votre marché, je vous offre [illegible] raisonnable convenable. Dix mille francs, par exemple.

—Il m'offres dix mille francs ! C'est pour cela que vous venez ?

—Pour rien autre, j'irai jusqu'à quinze mille. Justement, je suis pressé sur moi, et nous pourrons nous arranger tout de suite moyennant une déclaration par laquelle vous me mettrez en votre lieu et place dans votre position.

—De quelle supposition voules-vous donc parler, je vous prie !

—Bah ! est-ce que vous avez l'intention de tenir secret votre titre d'acquéreur ? En ce cas vous n'avez pas pris vos précautions en vous êtes bien mal servi dans votre projet. [illegible] pas de chez votre avoué, à qui vous avez sans doute [illegible] de recommander la discrétion, je lui ai demandé le nom de l'acquéreur, que je voulais voir, si je dit, pour lui proposer un arrangement, et il m'a adressé chez vous.... Mais, tenez, ajouta M. Gaffour en riant, pour vous rendre la mémoire je vais faire un dernier sacrifice :—Je vous donne vingt mille francs !

—Ah ! bien !.... bien !.... j'y suis maintenant ! s'écria tout à coup Anatole, comme s'il se réveillait d'un profond sommeil.—Un trait de lumière jette soudainement la clarté sur la journée de la veille, sur ce qu'elle était l'histoire de cette journée !

Lorsque les premières fumées du poison furent dissipées, Anatole sortit de chez lui dans cet état d'ivresse que Frédéric venait de lui décrire. Il marchait d'un pas ferme, mais sa tête était perdue; il agissait avec toute la clairvoyance et toute l'adresse d'un somnambule ; il se conduisait s'expliquait nettement, comme un fou qui conserve toutes les apparences d'une saine raison tant qu'on ne met pas le doigt sur la blessure de son intelligence. Le hasard protecteur, qui faisait semblant de l'abandonner pour le mieux servir, le prit par la main dans ce moment critique.—Au temps où se passe cette aventure, les maisons de jeu étaient encore ouvertes.—Anatole entra à Frascati; il avait dans son portefeuille toute sa fortune, les dix mille francs que M. Dubreuil lui remis quelques jours auparavant. Arrivé devant le tapis vert, il jeta un billet de banque sur la table, au hasard, et le hasard lui en rendit deux. Il continua, jouant comme un fou et il gagna toujours, sans témoigner la moindre émotion avec un calme et une indifférence qui étonnèrent les joueurs les plus endurcis. Au bout d'une demi-heure, ne voulant pas abuser des faveurs de la Fortune, il quitta son siége et prit pour aller jouir de l'air sur le boulevard. A l'entrée du passage des Panoramas, il rencontra maître Bidois, avoue près le tribunal de première instance, qui avait occupé pour lui dans un petit procès et qu'il avait très généreusement rétribué. Anatole aborda maître Bidois, qui professait pour lui une grande estime, et il lui adressa quelques questions polies sur les affaires de la chicane.—Non, n